

Nouvelles locales du jeudi 23 décembre 2010

@rib News, 23/12/2010
Politique- Le président de la République Pierre Nkurunziza a tranquilisé la population concernant son état de santé, suite aux informations disant qu'il est atteint d'un cancer et qu'il risque de partir hors du pays pour suivre des soins. Le président a souligné qu'il est en bonne santé et que ceux qui disent qu'il est malade sont ceux qui souhaitent que sa santé se fragilise. «Ce n'est pas la première fois que les gens écrivent de telles choses sur la vie du président de la République et même avant les élections, cela s'est produit plusieurs fois», a déclaré l'Etat. (Rtnb/Bonesha/Rema/Isanganiro/Rpa)

Justice- Quatre policiers dont trois agents de transmission du commissaire de police de la province de Bubanza ont été condamnés à 20 ans de prison par la justice pour avoir tendu une embuscade à deux commerçants de la même province qui rentraient chez eux. Selon l'un des commerçants qui sont tombés dans cette embuscade, le commissaire de la police de cette province de Bubanza devrait lui aussi répondre à la justice car il est responsable de ce qui leur est arrivé. A part cette peine de 20 ans de prisons ferme, ces policiers devront payer une amende de près de 400.000 Fbu et payer une somme de 1.000.000 Fbu à ces deux commerçants, c'est-à-dire l'équivalent de la somme d'argent qu'ils volent. Ce procès vient d'être rendu public après 48 heures. (Bonesha/Rpa)
- Le président de l'APRODH Pierre Claver Mbonimpa se dit satisfait par le procès qui vient d'être rendu public par la justice de Bubanza. Selon lui, c'est un pas en avant fait par la justice de Bubanza, un pas qui devrait servir de modèle à tous les autres magistrats du Burundi. Le président de l'APRODH dit que le commissaire de Bubanza avait tout fait pour que la vérité dans cette affaire soit étouffée. «Le commissaire Remegy Nzeyimana avait tout fait pour que l'affaire soit classée sans suite mais elle n'est bien sortie», a déclaré le président de l'APRODH. (Rpa)
- La population de Bubanza qui s'estime mécontente par la décision de la justice. Selon elle, même le commissaire provinciale de la police à Bubanza devrait répondre un jour devant la justice car il est l'origine de l'insécurité dans la province de Bubanza. Cet avis partagé par le président de l'APRODH Pierre Claver Mbonimpa qui estime qu'il y a de gros poissons qui ne sont pas inquiétés alors qu'ils ont commis de graves délits. (Rpa/Bonesha)
- La ministre de la Justice burundaise Ancilla Ntakaburimvo a fait savoir que la commission qui devrait faire des enquêtes sur les cas d'excès de pouvoir extrajudiciaires des membres d'opposition a manqué seulement 10.000.000 Fbu pour faire les enquêtes. Selon elle, le ministre des Finances a promis de donner cette somme pour que les enquêtes aboutissent dans les meilleurs délais. Elle souligne néanmoins que les choses ne sont pas faciles surtout à la fin de l'année pour avoir de l'argent surtout que cela n'est prévu par la loi budgétaire. (Rpa)
- Le président de l'APRODH de son côté trouve que le manque d'une telle somme devrait pas être un motif pour ne pas faire des enquêtes sur des cas de crime de sang. Cette organisation de la société civile se dit prête à payer cette somme pour que les enquêtes soient faites dans les meilleurs délais. (Rpa)
Securité- Le président des jeunes du parti FNL en commune de Gitaza a été assassiné dans la nuit de ce mercredi par des hommes en uniformes. Nteturuye Thomas a été tué alors qu'il était à la maison autour de 22h du soir, de retour de son travail. Jeanne, la femme de la victime, a raconté aux médias que dix hommes en tenues militaires sont venus au domicile de la victime, lui a demandé d'ouvrir. Ils ont par la suite forcé la porte et ont ligoté le chef de ménage qu'ils ont abattu d'une balle au niveau des hanches, comme l'a signalé sa femme. (Rpa/Bonesha)
- Des sources sur place mais qui ont préféré l'anonymat ont confirmé que le président des jeunes de Gitaza avait été tué pour des raisons politiques. Selon ces mêmes sources, des agents de la documentation avaient été vus dans les environs du lieu du crime quelques heures auparavant, ce qui continue à faire peur à la population qui croit aux règlements de compte entre les membres des partis politiques. (Rpa)
Droits de l'Homme- La société civile burundaise déplore des amendements moins importants qui ont été apportés au projet de loi portant la mise en place du Conseil National des Droits de l'Homme. Selon le directeur général du FORSC Pacifique Nininahazwe, les représentants des églises ont deux places alors qu'ils devraient occuper une et laisser une autre au barreau et chercher une autre pour les syndicats. Il demande au Sénat burundais de faire tout son possible pour amender ce projet avant son adoption. (Isanganiro)